

CH_VB 2005-2322 5421 vom 6. September 2005

Bundesverwaltung, 2005-09-06, DE

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch_vb_2005-2322_5421_

FR: CH_VB 2005-2322 5421 du 6 septembre 2005

IT: CH_VB 2005-2322 5421 del 6 settembre 2005

Volltext

2005-2322 5421 ad 05.428 Initiative parlementaire TVA. Taux spécial pour les prestations du secteur d'hébergement. Prorogation Rapport du 6 septembre 2005 de la Commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats Avis du Conseil fédéral du 30 septembre 2005

Madame la Présidente, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, Conformément à l'art. 112, al. 3, de la loi fédérale du 13 décembre 2002 sur l'Assemblée fédérale (Loi sur le Parlement, LParl), nous nous prononçons ci-après sur le rapport de la Commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats du 6 septembre 2005 concernant le taux spécial de la taxe sur la valeur ajoutée appliqué aux prestations du secteur de l'hébergement. Nous vous prions d'agréer, Madame la Présidente, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, l'assurance de notre haute considération. 30 septembre 2005 Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération, Samuel Schmid La chancelière de la Confédération, Annemarie Huber-Hotz

5422 Avis 1 Situation Les prestations du secteur de l'hébergement sont imposées depuis le 31 décembre 2006 à un taux spécial de 3,6 % au titre de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Lors de la séance du 23 mai 2005, la Commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats (CER-E) a discuté du maintien de ce taux spécial, dont la validité a déjà été prolongée deux fois. Après une discussion approfondie, la commission a décidé, par 8 voix contre 1 et 3 abstentions, de proposer, par voie d'initiative, une nouvelle prolongation du taux spécial applicable aux prestations d'hébergement jusqu'à fin décembre 2010. La Commission de l'économie et des redevances du Conseil national (CER-N) a approuvé cette décision, le 22 août 2005, par 15 voix contre 8 et 1 abstention. Le secrétariat des commissions et l'Administration ont alors été chargés d'élaborer un projet de loi; ce projet a été approuvé à l'unanimité par la CER-E, le 6 septembre 2005. 2 Droit en vigueur L'ordonnance régissant la taxe sur la valeur ajoutée est entrée en vigueur le 1er janvier 1995. Selon l'art. 8ter des dispositions transitoires de l'ancienne Constitution, la Confédération peut, par voie législative, fixer un taux inférieur de l'impôt sur le chiffre d'affaires pour les prestations touristiques fournies sur territoire suisse, pour autant qu'elles soient consommées dans une large mesure par des étrangers et pour autant que la situation concurrentielle l'exige. La situation difficile qu'a connu le secteur du tourisme en Suisse au milieu des années 90 a conduit, le 1er octobre 1996, à l'instauration d'un taux spécial de 3 % applicable aux prestations d'hébergement (petit-déjeuner inclus) pour une durée de cinq ans, soit jusqu'à la fin décembre 2001. La règle instituée par l'art. 8ter des dispositions transitoires de l'ancienne Constitution a été reprise à l'art. 196, ch. 14, al. 3 des dispositions transitoires de la nouvelle Constitution. Le délai d'application du taux spécial pour les prestations d'hébergement a ensuite été prolongé jusqu'à fin décembre 2003 par

la loi fédérale du 2 septembre 1999 régissant la taxe sur la valeur ajoutée (LTVA), qui est entrée en vigueur le 1er janvier 2001. Suite à une initiative parlementaire déposée par la CER-E, l'application du taux a de nouveau été prolongée jusqu'au 31 décembre 2006 (cf. rapport et demande de la CER-E du 3 mai 2002, FF 2002 6807; loi fédérale du 20 juin 2003, RO 2003 4351). Actuellement, le taux spécial est de 3,6 % et son application est réglée à l'art. 36, al. 2, de la loi régissant la taxe sur la valeur ajoutée.

5423 3 Appréciation de la proposition présentée par la Commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats Le Conseil fédéral s'était prononcé à l'origine contre la prolongation du taux spécial pour les prestations d'hébergement pour différentes raisons. Il n'a approuvé la proposition de la CER-E, du 3 mai 2002, visant à prolonger le taux spécial que dans un souci de compromis, car aucune mesure susceptible de remédier aux défauts structurels de la branche d'une manière plus ciblée et plus efficace qu'un dégrèvement fiscal forfaitaire pour l'ensemble de cette branche n'avait été mise en place (cf. avis du Conseil fédéral du 4 septembre 2002 concernant le rapport de la CER-E du 3 mai 2002, FF 2002 6818 ss.). L'objectif premier du Conseil fédéral est de simplifier radicalement la taxe sur la valeur ajoutée. Le régime actuel, avec ses réglementations spéciales, ses exceptions et ses délimitations, est devenu si compliqué et si peu compréhensible que seule une réforme radicale permettrait d'alléger la charge que constitue la TVA pour les petites et moyennes entreprises. C'est pourquoi le Conseil fédéral privilégie, à moyen terme, l'instauration du modèle de la TVA idéale. Pour ce faire, il propose notamment deux mesures: l'introduction d'un taux d'imposition unique pour toutes les opérations imposables et la suppression de toutes les exceptions prévues à l'art. 18 LTVA. Cette réforme entraînerait un élargissement de l'assiette fiscale, ce qui permettrait de fixer un taux unique bien inférieur au taux normal en vigueur. Etant donné que le taux spécial pour les prestations d'hébergement disparaîtra avec l'introduction de la TVA idéale, il n'y a aucune raison de ne pas proroger à nouveau ce taux au-delà du 31 décembre 2006; on évitera ce faisant à la branche de l'hôtellerie de supporter deux modifications du taux de la TVA en quelques années et du même coup un surcroît de frais et de travail administratif. 4 Avis du Conseil fédéral Vu ce qui précède, le Conseil fédéral considère qu'il convient d'approuver la proposition de la CER-E du 6 septembre 2005 et de proroger l'application du taux spécial pour les prestations d'hébergement jusqu'à l'introduction d'un taux de TVA unique, mais au plus tard jusqu'à la fin 2010. Le Conseil fédéral veut ainsi éviter de modifier plusieurs fois le taux en quelques années.

5424

Schweizerisches Bundesarchiv, Digitale Amdruckschriften Archives fédérales suisses, Publications officielles numérisées Archivio federale svizzero, Pubblicazioni ufficiali digitali Initiative parlementaire. Taux spécial pour les prestations du secteur d'hébergement. Prorogation. Avis du Conseil fédéral In Bundesblatt Dans Feuille fédérale In Foglio federale Jahr 2005 Année Anno Band 1 Volume Volume Heft 40 Cahier Numero Geschäftsnummer 05.428 Numéro d'affaire Numero dell'oggetto Datum 11.10.2005 Date Data Seite 5421-5424 Page Pagina Ref. No 10 138 961 Die elektronischen Daten der Schweizerischen Bundeskanzlei wurden durch das Schweizerische Bundesarchiv übernommen. Les données électroniques de la Chancellerie fédérale suisse ont été reprises par les Archives fédérales suisses. I dati elettronici della Cancelleria federale svizzera sono stati ripresi dall'Archivio federale svizzero.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.